



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/912/Add.1
S/1997/406/Add.1
8 septembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cinquante et unième session

Points 10, 11, 19, 24, 27, 28, 33, 34,
35, 39, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 58,
60, 65, 66, 69, 71, 75, 78, 86, 87, 88,
89, 90, 94, 96, 97, 98, 100, 102, 103,
104, 105, 106, 108, 109, 110, 112, 113,
115, 116, 119, 120, 140, 145, 146, 151,
152, 158 et 159 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR

L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR

L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

DROIT DE LA MER

NÉCESSITÉ DE LEVER LE BLOCUS ÉCONOMIQUE,
COMMERCIAL ET FINANCIER APPLIQUÉ

À CUBA PAR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONGRÈS UNIVERSEL DU CANAL DE PANAMA

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

ASSISTANCE AU DÉMINAGE

QUESTION DE PALESTINE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET

SES CONSÉQUENCES POUR LA PAIX

ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

LA SITUATION AU BURUNDI

MISE EN OEUVRE DU NOUVEL ORDRE DU JOUR

DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE L'AFRIQUE DANS LES ANNÉES 90

SUITE DONNÉE AU SOMMET MONDIAL

POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

RESTRUCTURATION ET REVITALISATION

DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ET LES DOMAINES CONNEXES

QUESTION DE LA REPRÉSENTATION ÉQUITABLE

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DE L'AUGMENTATION

DU NOMBRE DE SES MEMBRES ET QUESTIONS

CONNEXES

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Cinquante-deuxième année

RENFORCEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
QUESTION DE CHYPRE
INTERDICTION DE METTRE AU POINT ET DE
FABRIQUER DE NOUVEAUX TYPES D'ARMES ET
SYSTÈMES D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE :
RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT
AMENDEMENT DU TRAITÉ INTERDISANT LES ESSAIS
D'ARMES NUCLÉAIRES DANS L'ATMOSPHÈRE, DANS
L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE ET SOUS L'EAU
APPLICATION DU TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE
DES ESSAIS NUCLÉAIRES
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES POUR GARANTIR LES ÉTATS NON
DOTÉS D'ARMES NUCLÉAIRES CONTRE L'EMPLOI
OU LA MENACE DE CES ARMES
DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA
LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE
CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES
EFFETS TRAUMATIQUES ET EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION
RENFORCEMENT DU RÉGIME DÉFINI PAR LE
TRAITÉ VISANT L'INTERDICTION DES ARMES
NUCLÉAIRES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS
LES CARAÏBES (TRAITÉ DE TLATELOLCO)
ÉTUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION
DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX
SOUS TOUS SES ASPECTS
QUESTIONS RELATIVES À L'INFORMATION
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES
NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE
L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE
DES NATIONS UNIES
ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS,
ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE
À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR
L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET
AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES
SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE
APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS
À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS
RELATIVES À LA SITUATION SOCIALE DANS LE
MONDE, AUX JEUNES, AUX PERSONNES ÂGÉES,
AUX HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE
CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES
PROMOTION DE LA FEMME
SUITE DONNÉE À LA QUATRIÈME CONFÉRENCE
MONDIALE SUR LES FEMMES
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS,
AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES
PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE
L'ENFANT
ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA
DISCRIMINATION RACIALE
DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME
EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL
1994-1995
AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL
1996-1997
BARÈME DES QUOTES-PARTS POUR LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES
DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE
MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE
DROIT INTERNATIONAL
RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT
INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE
SA QUARANTE-HUITIÈME SESSION
MESURES VISANT À ÉLIMINER LE TERRORISME
INTERNATIONAL
DÉVELOPPEMENT PROGRESSIF DES PRINCIPES
ET NORMES DE DROIT INTERNATIONAL
RELATIFS AU NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL
QUESTION DE L'ÉLABORATION D'UNE CONVENTION
INTERNATIONALE CONTRE LA CRIMINALITÉ
TRANSNATIONALE ORGANISÉE

Note verbale datée du 28 août 1997, adressée au Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de
l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer au Document final de la douzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi les 7 et 8 avril 1997 (A/51/912-S/1997/406). La Mission permanente de l'Inde souhaiterait à cet égard préciser que la Conférence a publié les déclarations ci-après :

- a) Déclaration de la douzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés sur l'application du Programme Action 21;
- b) Communiqué publié le 7 avril 1997 par le Comité ministériel du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine;
- c) Déclaration spéciale sur le processus de paix au Moyen-Orient;
- d) Déclaration.

La Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire tenir ci-joint au Secrétariat les textes des déclarations susmentionnées (voir annexes I à IV)* et le prie de les faire distribuer comme documents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, dans un additif au document A/51/921-S/1997/406.

* Les annexes sont publiées uniquement dans les langues dans lesquelles les textes ont été soumis.

ANNEXE I

Déclaration de la douzième Conférence ministérielle du Mouvement
des pays non alignés sur l'application du Programme Action 21

Nous, les ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés, réunis à New Delhi les 7 et 8 avril 1997 à l'occasion de la douzième Conférence ministérielle du Mouvement,

Rappelant la Conférence de Stockholm sur l'environnement tenue en 1972,

Rappelant également la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992,

Réaffirmant que l'élimination de la pauvreté et la croissance économique durable représentent les priorités essentielles des pays en développement,

Soulignant le droit souverain des États à exploiter leurs propres ressources conformément à leurs politiques de développement,

Reconnaissant que la recherche de l'équité entre générations ne sera pas complète si l'on n'assure pas l'équité intragénérationnelle et si l'on ne réduit pas les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays,

Préoccupés de la dégradation croissante de l'environnement à l'échelle planétaire par suite de schémas de consommation et de production ainsi que de modes de vie insoutenables, notamment dans les pays industrialisés,

Reconnaissant la nécessité d'intégrer les politiques environnementales, économiques, sociales et du développement pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'être humain, protéger et gérer les écosystèmes et assurer à nos peuples une meilleure qualité de vie, but essentiel des efforts que nous déployons,

Reconnaissant en outre que le partenariat mondial et la coopération internationale pour le développement sont essentiels à la réalisation d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, notamment par la création d'un environnement économique international plus favorable, le transfert aux pays en développement de techniques écologiquement rationnelles à des conditions concessionnelles et préférentielles et le respect de l'engagement de transférer à ces pays des ressources financières nouvelles et supplémentaires substantielles pour leur permettre de faire face à leurs besoins énormes en matière de développement durable,

Soulignant la nécessité de promouvoir des relations qui s'épaulent mutuellement entre le commerce et le développement ainsi que la nécessité de veiller à ce que les préoccupations environnementales ne servent pas de prétexte à un protectionnisme et à une conditionnalité déguisée appliqués aux échanges,

Notant les progrès réalisés dans le cadre des récentes grandes conférences de l'Organisation des Nations Unies en vue d'encourager de nouveaux accords consensuels sur le développement, les travaux de la Commission du développement

/...

durable visant à promouvoir l'application d'Action 21, les efforts déployés dans le cadre de la Convention sur la biodiversité, la Convention sur le changement climatique et la Convention sur la lutte contre la désertification, les travaux du Groupe intergouvernemental des forêts de la Commission du développement durable, les activités menées par le PNUÉ en tant que principale organisation d'analyse scientifique, technique et politique des Nations Unies pour les questions d'environnement ainsi que le financement par le FEM de certaines des activités recensées au titre d'Action 21,

Préoccupés que, malgré l'acceptation par tous du principe de responsabilités communes mais différenciées concernant la dégradation de l'environnement à l'échelle planétaire, les progrès réalisés dans l'application des engagements pris volontairement par les pays industrialisés à Rio aient été très décevants,

Reconnaissant que, si la responsabilité de l'application d'Action 21 incombe au premier chef aux gouvernements, les efforts déployés par les pays en développement dans ce domaine ont été entravés faute d'appui et d'assistance adéquats de la part de la communauté internationale,

Notant avec satisfaction les mesures que les pays membres du Mouvement des pays non alignés ont prises en vue de la préservation et de la protection de l'environnement, tout en progressant sur la voie de la croissance économique et du développement,

Réitérant l'importance de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui doit se tenir en juin 1997 pour examiner l'application d'Action 21,

1. Renouvelons notre attachement à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et aux dispositions d'Action 21;

2. Sommes résolus à éliminer la pauvreté et à promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable;

3. Demandons instamment à la communauté internationale de fournir des ressources financières nouvelles et supplémentaires et de transférer des technologies écologiquement rationnelles à des conditions libérales et préférentielles aux pays en développement;

4. Demandons de manière pressante aux pays industrialisés de fournir des ressources financières nouvelles et supplémentaires à des niveaux appropriés et sur une base prévisible de manière à respecter leurs engagements et faire face aux besoins d'Action 21 ainsi qu'à réaliser l'objectif qui consiste à affecter immédiatement 0,7 % du produit national brut en tant qu'aide publique au développement, et d'assurer également que, sur ce pourcentage, 0,15 % à 0,20 % du PNB soit réservé aux pays les moins avancés (PMA);

5. Réitérons également la nécessité de ressources accrues pour permettre aux fonds et programmes du système des Nations Unies de contribuer effectivement à la mise en oeuvre d'Action 21;

6. Demandons en outre instamment aux pays développés de s'attaquer d'urgence à la dégradation de l'environnement causée par leurs schémas de consommation et de production non soutenables;

7. Soulignons qu'il importe que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies identifie et analyse en profondeur les principaux obstacles qui entravent la mise en oeuvre effective d'Action 21 et se concentre sur l'accélération de l'application d'Action 21, d'une manière globale, et non sur sa renégociation ou le réarrangement de l'ordre des priorités;

8. Demandons par ailleurs qu'une plus grande attention soit portée à la promotion de la responsabilité sociale et environnementale du secteur privé, notamment le secteur privé transnational, dans un environnement international caractérisé par la mondialisation et la libéralisation;

9. Demandons que la session extraordinaire serve à mettre au point des mécanismes spécifiques permettant de réaliser les engagements d'Action 21 relatifs au transfert de ressources et de technologie et de renforcer les avantages dont bénéficient les détenteurs de connaissances traditionnelles;

10. Demandons instamment que la session extraordinaire serve également à identifier et à promouvoir de nouvelles mesures visant à associer les principaux groupes à la mise en oeuvre d'Action 21;

11. Recommandons que le douzième Sommet du Mouvement des pays non alignés évalue les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies chargée d'examiner l'application d'Action 21 et de fournir des directives visant à guider les efforts futurs des pays du Mouvement;

ANNEXE II

Communiqué publié le 7 avril 1997 par le Comité ministériel
du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine

Le Comité sur la Palestine du Mouvement des pays non alignés s'est réuni à New Delhi le 7 avril 1997 durant la douzième Conférence ministérielle du Mouvement, sous la présidence de S. E. Mme María Emma Mejía, Ministre colombien des affaires étrangères, pour examiner l'évolution inquiétante de la situation dans la région. S. E. M. Yasser Arafat, Président de l'État de Palestine, s'est adressé au Comité.

Après avoir entendu la déclaration incisive et détaillée faite le même jour par le Président Arafat au cours de la session spéciale sur la Palestine de la douzième Conférence ministérielle, et compte tenu des positions sans ambiguïté traditionnellement adoptées par le Mouvement sur cette question, y compris celles qui étaient exprimées dans le Document final de la Conférence de New Delhi, le Comité a formulé l'opinion suivante :

- Il convient de prendre immédiatement des mesures collectives et efficaces à l'Organisation des Nations Unies pour remédier au problème causé par le fait que le Conseil de sécurité ne s'acquitte pas de ses responsabilités en raison de l'absence regrettable d'unanimité entre les membres permanents;
- Parmi ces mesures, l'Assemblée générale devrait convoquer une session extraordinaire d'urgence au titre de la résolution 377 A (V), et les États Membres devraient faire part au Secrétaire général de l'Organisation de leur accord sur la convocation d'une telle réunion;
- L'Assemblée générale devrait exiger la cessation complète et immédiate de la construction des colonies juives sur le territoire palestinien occupé à Djabal Abou Ghounaym, de toutes les autres activités de colonisation israéliennes et de toutes les mesures et actions illégales à Jérusalem;
- Les Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient empêcher qu'une aide soit apportée par leurs organismes publics et leurs ressortissants aux établissements commerciaux, privés ou publics, qui participent aux activités dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, lesquelles violent la quatrième Convention de Genève de 1949 et sont contraires aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et que des transactions commerciales et financières soient faites avec ces établissements;
- La Conférence ministérielle devrait réaffirmer l'obligation des Membres au titre de l'article premier de la quatrième Convention de Genève et veiller à ce qu'Israël, la puissance occupante, respecte cette convention.

ANNEXE III

Déclaration spéciale sur le processus de paix au Moyen-Orient

Les ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés réunis pour leur douzième Conférence ministérielle à New Delhi, les 7 et 8 avril 1997,

Guidés par les principes et objectifs du Mouvement des pays non alignés et par ses résolutions qui soulignaient la nécessité d'instaurer une paix juste et globale au Moyen-Orient, en application des principes du droit international et des résolutions de l'ONU,

Conscients de la menace que représentait la dégradation de la situation résultant des obstacles entravant le processus de paix au Moyen-Orient et pour contribuer à sauver le processus de paix et à le remettre sur la bonne voie,

Compte tenu de l'urgence et de la gravité de la situation, les ministres demandent aux pays du Mouvement des pays non alignés, en tant que premier pas, de geler les relations avec Israël à leur niveau actuel et d'utiliser tous les moyens possibles pour assurer le respect par Israël des dispositions de la Conférence de Madrid et du principe de "la terre contre la paix" ainsi que l'application intégrale de tous les accords, initiatives et engagements convenus par les parties concernées sur tous les aspects des pourparlers de paix,

Les ministres ont également affirmé qu'en l'absence d'une réponse positive du Gouvernement israélien, les États membres du Mouvement des pays non alignés se verront obligés de prendre les mesures qui s'imposent.

ANNEXE IV

Déclaration

Les ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés réunis à New Delhi les 7 et 8 avril 1997 se sont penchés sur la question de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement sur l'élargissement du Conseil de sécurité. Tout en réitérant la position fondamentale du Mouvement énoncée dans le Document final, et compte tenu du fait qu'il était essentiel de démocratiser l'Organisation, ils ont souligné ce qui suit :

- Il ne saurait y avoir d'augmentation ni d'élargissement partial ou sélectif de la composition du Conseil de sécurité au détriment des pays en développement;
- Aucun calendrier ne devait être imposé pour les efforts de restructuration du Conseil. Tout en reconnaissant qu'il était important de traiter cette question de façon urgente, il ne fallait rien décider avant qu'un accord général ait été trouvé;
- Les ministres ont décidé de rester saisis de la question et de son évolution, qu'ils examineraient lors de leur prochaine réunion annuelle à l'occasion de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;
- Il faudrait restreindre le droit de veto en vue de le supprimer à terme;
- L'amélioration des méthodes de travail du Conseil devrait bénéficier d'une importance tout aussi grande.

À ce moment décisif de l'évolution de l'Organisation des Nations Unies, les ministres ont instamment invité les dirigeants des pays développés à saisir l'occasion de collaborer avec les pays en développement pour mettre en oeuvre les réformes nécessaires à l'Organisation sur une base équitable et démocratique. Ils ont souligné qu'en ce moment historique, la communauté internationale avait une responsabilité commune de remanier collectivement cet organe mondial unique en son genre afin de répondre aux aspirations de l'humanité tout entière.
